

Dominique Méda<sup>1</sup>

Sur le livre d'Isabelle Ferreras : *Critique politique du travail. Travailler à l'heure de la société des services*, Les Presses de Science Po, 2007

A paraître au printemps 2009 dans la *Revue française de Sociologie*

C'est un très beau livre, et très important que vient de nous donner Isabelle Ferreras. Le titre nous informe immédiatement sur la nature de sa tentative : il s'agit simultanément d'une analyse (qui va se révéler être à la fois théorique et empirique) et d'un jugement ou d'une évaluation sur ce qu'est le travail aujourd'hui, et sur ce qu'il devrait être. Sur le travail tel qu'il est d'abord : Isabelle Ferreras a mis en place un dispositif d'observation qui est censé mettre en évidence ce qu'il en est des perceptions des personnes au travail. Elle a choisi d'enquêter auprès des caissières de la grande distribution, qu'elle a longuement côtoyées et interrogées. Elle en a tiré un abondant matériau rassemblé et discuté tout au long de l'ouvrage. Isabelle Ferreras y voit « un cas critique » au sens qu'a priori, ce métier est parmi les moins propices à l'expression de soi et la réalisation de soi. L'un des objectifs de l'auteur sera de mettre en question ce constat tiré du sens commun. Analyse et jugement, par ailleurs, sur le travail tel qu'il devrait être : en l'occurrence, les attentes qui se portent sur la nature du travail et sur les relations au sein du monde du travail et la manière dont les relations de travail remplissent ou non aujourd'hui les attentes que les personnes posent sur le travail.

Cet examen n'est pas réalisé du point de vue de Sirius : la critique est politique, nous dit Isabelle Ferreras, c'est-à-dire qu'elle s'intéresse au travail en tant qu'activité humaine particulière, en tant qu'activité sociale mettant en relation des hommes et des femmes qui aspirent, sur leur lieu de travail comme dans toutes les autres activités dans lesquelles ils sont engagés avec d'autres, à être traités comme des égaux et à participer à l'élaboration des règles qui organisent leur vivre ensemble. La nature du travail est politique. Les revendications des acteurs sont politiques. Mais subsiste un décalage d'importance entre les attentes et la réalité du travail. Le livre, quoiqu'extrêmement scientifique, déroulant son appareillage conceptuel et analytique, est de ce fait également un appel à ce que ces attentes soient comblées. A ce que la réalité du travail rejoigne l'idéal des acteurs.

Revenons un instant sur la démonstration de l'ouvrage. La première partie porte sur la nature du rapport individuel au travail, au cours de laquelle l'auteur précise la tradition dont elle se sépare et celle à laquelle elle se rattache. Du côté de la tradition rejetée, la théorie économique orthodoxe, la philosophie sociale de Marx, Arendt et Habermas, et...l'auteur de ces lignes<sup>2</sup>. Quel est leur point commun ? Avoir séparé trop fortement la sphère du travail comme nécessité, voire comme lieu de prédilection de l'expression de la rationalité instrumentale, et la sphère de la politique ; avoir vidé en quelque sorte la sphère du travail de toute possibilité d'être le lieu d'exercice de la délibération, de la communication, de la confrontation de conceptions différentes de la justice. Du côté de la tradition revendiquée, une grande partie de la sociologie du travail. Pour le comprendre, il faut s'arrêter un instant sur la grande opposition qui parcourt l'ouvrage d'Isabelle Ferreras, et qui met face à face les tenants d'une conception instrumentale du travail et d'une conception expressive de celui-ci. A l'économie, Marx, Arendt, et Habermas, la représentation de la relation au travail comme principalement instrumentale ; à la sociologie du travail, la représentation de celui-ci comme expressif.

<sup>1</sup> Directrice de recherches au Centre d'études de l'emploi, Paris.

<sup>2</sup> Dans « Le Travail. Une valeur en voie de disparition », Aubier, 1995, rééd. Champs Flammarion, 1998

Ce qu'Isabelle Ferreras affirme, c'est la nature sinon exclusivement du moins principalement expressive du travail. Selon elle, c'est ce dont atteste le cas des caissières : les salariées entretiennent avec le travail un rapport expressif : « nous n'avons pas rencontré au cours de cette recherche, écrit l'auteur, une caissière dont nous pouvons dire qu'elle développait un rapport parfaitement instrumental au travail, sans aucune dimension expressive ». Elle indique même à plusieurs reprises que même si les caissières combinent des rapports diversifiés avec le travail, « la résultante est d'ordre expressif ».

Parce que le rapport au travail est donc pour tous, puisqu'il l'est pour le métier de caissière, un rapport expressif, alors le travail est une expérience d'insertion dans la sphère publique. C'est la deuxième grande opposition (sphère publique/sphère privée) qui permet à l'auteur d'organiser son analyse. La sphère publique, qui ne peut être réduite, comme le voulaient Arendt ou Habermas, dans le sillage des Anciens, à l'*agora* ou à l'arène où s'assemblent les citoyens pour délibérer sur les conditions du bien vivre ensemble doit au contraire être pensée dans une dimension non topographique et comme incluant des questions qui ne sont pas directement et uniquement des questions d'intérêt général. Le travail appartient à la sphère publique, en fait partie intégrante et cette dimension est radicalement différente de la façon dont était conçu le travail auparavant (historiquement) ou encore chez Arendt ou Habermas : le travail prenait auparavant place dans la sphère domestique, dans le monde privé, qui s'opposait au monde public, de la Cité. Ferreras oscille entre deux jugements, écrivant tantôt que « nos sociétés n'ont pourtant pas encore cessé d'assimiler le monde du travail à la sphère privée » mais en même temps que le travail contemporain est entré de plain-pied dans l'espace public.

La sphère du travail est en fait le lieu où s'opposent deux conceptions du travail ou encore deux régimes d'interaction : les entreprises privilégient le régime d'interaction domestique typique de la sphère privée (et les caissières en font l'expérience à la fois dans le rapport aux supérieurs et dans le rapport aux clients) mais la personne au travail développe un rapport expressif à son travail, lequel représente une expérience d'insertion dans la sphère publique. Si la nature du travail est politique, c'est parce que l'individu vit le travail « au travers de la grammaire du juste en référence au collectif ». C'est aussi parce que de plus en plus le travail met les salariés en contact avec autrui et est le lieu où s'affrontent des conceptions différentes de la justice. Dans le travail, là même où les employeurs et les clients traitent les salariés selon le régime d'interaction domestique, les salariés revendiquent eux, d'être traités, comme dans tout espace public, de manière égale et avec une égale prétention à participer à la détermination des règles. Mais si la nature du travail est politique, au niveau individuel, elle ne l'est pas, ou pas encore au niveau collectif. D'où la nécessité sur laquelle conclut l'auteur de développer cette dimension collective de l'expérience politique du travail notamment en permettant aux employés et à leurs délégués syndicaux de développer des capacités-ressources et des capacités cognitives et en faisant des organisations syndicales des « opérateurs de la construction du point de vue politique collectif ».

Ce livre, je l'ai dit, me semble très important. Il développe une argumentation extrêmement solide qui met en évidence la double nature expressive et politique du travail et donne du matériel pour penser le décalage entre le travail vécu et le travail tel qu'il pourrait ou devrait être. Il combat avec une habileté et une rigueur remarquables les argumentations opposées. Il suscite néanmoins de très nombreuses questions et donne envie d'un débat beaucoup plus approfondi que ce que je propose très succinctement dans les lignes qui suivent.

- Un premier sujet de discussion porte sur la prédominance du rapport expressif au travail. Il est dommage que l'auteur n'explicite pas plus ce terme. Certes, elle indique bien, page 70, que c'est à Taylor qu'elle se réfère. Mais elle ne développe que très peu ce qu'elle entend par rapport expressif et surtout, elle ouvre elle-même la porte à de grandes interrogations lorsqu'elle indique que pour Taylor « l'expressivité est bien la caractéristique fondamentale de l'humain car c'est elle qui exprime notre subjectivité ». C'est bien ce que l'on a envie de lui opposer : toute activité humaine est expressive si cela signifie que dans aucune de leur activité les humains ne peuvent s'empêcher de mettre du sens. Mais peut-on en déduire que le travail est, majoritairement, de nature expressive ? Est-ce parce que les caissières, au sein du métier le plus répétitif, refusent de penser que leur activité n'a aucun sens que le travail leur permet vraiment de s'exprimer ? S'il s'agit de défendre que les attentes envers le travail sont expressives, que les personnes souhaitent s'exprimer dans leur travail, on l'accordera à Isabelle Ferreras, et tant les exploitations des enquêtes européennes que les entretiens que nous avons menés dans le cadre du projet de recherche Sprew (Davoine, Méda, 2008 ; Vendramin, 2008) le confirment. La dimension « extrinsèque » du travail, l'intérêt du travail notamment mais aussi les relations qu'il implique, est jugée très importante par les Européens. Mais cela ne signifie pas que le rapport instrumental ait disparu, ni que la dimension expressive soit plus importante que la dimension instrumentale (en Europe, un tiers des européens déclarent que le travail est juste un moyen de gagner de l'argent, selon la vague 2005 de l'ISSP). Il me semble qu'il nous faut conserver la coexistence et la tension entre les deux dimensions (comme l'auteur le reconnaît d'ailleurs parfois) et faire plus de place à la diversité du rapport au travail des personnes appartenant aux différentes CSP ; mais aussi qu'il est utile d'accepter le caractère mixte, constitué de plusieurs couches de signification, du travail : celui-ci n'est-il pas à la fois, un facteur de production, l'essence de l'homme et le système de distribution des revenus, des droits et des protections ?

En deuxième lieu, Isabelle Ferreras n'emploie pas et se défend d'employer la notion d'aliénation. Mais elle consacre peu d'analyses au véritable fossé qui sépare la conception « idéale » du travail (le travail comme expression de soi et rapport politique) et le travail tel qu'il est. De deux choses l'une : ou bien le travail est déjà en acte ce qu'il est en puissance, c'est-à-dire un rapport politique et une activité permettant l'expression de soi, et alors nous n'avons plus de progrès à espérer. Ou bien il existe une contradiction entre le réel et l'idéal, nous ne produisons pas encore comme des êtres humains – comme l'écrit Marx – et alors nous devons expliquer ce qui nous en empêche. De même qu'Isabelle Ferreras ne s'appesantit pas suffisamment sur les raisons et les signes de l'aliénation, de même elle minimise les effets de ce que Weber puis Habermas appelleront la rationalité instrumentale.

C'est là, pour finir, que subsiste pour moi un désaccord avec l'auteur. Certes, Arendt puis Habermas, mais dans des sens et des mesures tout de même très différents, ont désespéré de la sphère du travail parce qu'elle était par trop soumise à la rationalisation et ont sans doute trop enchanté un espace public lui aussi idéal. Mais peut-on d'un trait de plume se débarrasser de l'argumentation habermassienne qui voit dans le capitalisme et l'appropriation privée des moyens de production mise au service de la rationalité instrumentale l'obstacle majeur à la libération du travail ? Peut-on si facilement oublier que Marx et le mouvement socialiste avaient conditionné l'expressivité du travail à l'abolition du salariat ? Peut-on négliger les doutes de Friedmann à la fin de sa vie sur la capacité d'un travail désarticulé par la division du travail, un travail « en miettes » à faire société ? Peut-on faire comme si le régime capitaliste dans lequel nous nous trouvons et la subordination qui caractérise le travail salarié ne rendaient pas plus improbable ou plus intermittente la possibilité que la sphère du travail soit à la fois le lieu de la réalisation de soi et de l'activité politique ? Ne doit-on pas craindre

enfin que la logique instrumentale qui gît, historiquement, au fond de l'idée de travail (car enfin, c'est Smith l'un des premiers qui théorisa le travail comme ce qui crée de la richesse, moyen en vue d'autre chose) ne contamine peu à peu l'ensemble des autres activités humaines ? Je ne dis pas qu'Isabelle Ferreras méconnaisse tout ceci mais je trouve qu'elle ne lui accorde pas assez d'importance et que du coup, elle se prive de prendre la mesure des changements nécessaires à la « libération » du travail.

Répétons-le, le texte d'Isabelle Ferreras est très important. Non seulement parce qu'il se situe clairement dans une perspective visant à réenchanter le travail<sup>3</sup>, mais aussi et surtout parce qu'il le fait en prenant acte des attentes grandissantes qui se portent aujourd'hui sur ces activités et qu'il ne sera plus possible très longtemps de réfréner ou de frustrer, au risque de produire de graves mal-être au travail et de profonds dysfonctionnements au sein des entreprises. Ce à quoi ouvre ce travail de nettoyage du concept<sup>4</sup> que nous propose Isabelle Ferreras, c'est à une refondation des principes même sur lesquels sont organisés le management moderne et les relations professionnelles, une réforme du droit du travail et de l'entreprise seules capables de donner satisfaction aux attentes démocratiques que le développement du travail dans les services a suscité. En effet, comme par une extraordinaire ruse de la raison, le secteur qui a le plus abusé des formes de flexibilité et des adaptations aux souhaits du client est aussi celui qui produit chez les salariés les plus hautes attentes : participer à la détermination des règles qui gouvernent l'organisation du travail et de l'entreprise. C'est le tout dernier paragraphe et même la toute dernière note de bas de page du livre qui lèvent le voile sur cette refondation à venir et notamment sur son concept clé, « le bicaméralisme économique », qui introduit rien moins qu'une immense révolution dans la gouvernance de l'entreprise et donc au cœur du capitalisme lui-même. Il s'agit de « reconnaître non pas une, mais les deux rationalités qui animent l'aventure de la firme : la rationalité portée par les investisseurs en capital, de nature instrumentale et celle qui anime les investisseurs en personne, ceux qui travaillent, de nature politique. Avec cette annonce, qui montre qu'Isabelle Ferreras avait en fait parfaitement saisi l'abîme qui sépare le fait du droit, c'est une nouvelle étape dans l'histoire du travail qui s'ouvre. Et l'on ne peut qu'attendre avec impatience le livre qui nous décrira la manière dont cette nouvelle étape peut advenir.

---

<sup>3</sup> Titre d'un livre récent de Roger Godinon, *Réenchanter le travail*, La Découverte, 2007

<sup>4</sup> Honneth utilise cette expression de nettoyage catégoriel du concept de travail en parlant des analyses consacrées par Habermas au travail.